

Dans le film des Monty Python *La Vie de Brian*, ce dernier est, pour son malheur, le parfait sosie d'un certain Jésus de Nazareth.

Un jour, traversant le marché de Jérusalem, un passant croit reconnaître en lui Jésus. Tout heureux, il alerte la foule qui se précipite aux cris de: « Jésus, un miracle! Jésus, un miracle! » Affolé, Brian se sauve, poursuivi par la foule enthousiaste, et va se réfugier chez sa mère. Celle-ci, mécontente du tapage, lui ordonne d'aller disperser ces gens. Pour s'exécuter, Brian ne cherche plus à détromper la foule sur sa méprise mais fait un parfait discours sur le thème: « Ne croyons pas aux miracles; il n'y a pas de sauveur suprême, prenons nos responsabilités et notre sort est entre nos mains. » C'est le seul moment du film un peu sérieux. La caméra nous montre alors des visages attentifs et à la fin du discours tout le monde acclame « Jésus/Brian » aux cris de: « Oui, prenons nos affaires en main! » Emporté par ce succès, Brian interroge: « Alors maintenant que faisons-nous? » Silence. La caméra nous montre des visages perplexes. Puis, tout à coup, on voit dans chaque visage un œil s'allumer d'une lueur d'intelligence et au même moment tous de scander: « Jésus, un miracle! Jésus, un miracle! »

1

Les données du problème

Paradoxe de notre temps : la colère gronde et la soif d'une autre vie dans une autre société suinte de partout. Durant l'automne 2010, des lycéens ont manifesté en criant : « Cette société-là, on n'en veut pas ! » Mais, à part les financiers, les actionnaires des multinationales et ceux qui s'inclinent devant leur puissance, qui veut vraiment de cette société-là ? Les grévistes et manifestants qui se sentent en butte à un pouvoir sourd et aveugle, qui se heurtent parfois avec rage à un mur sont confrontés à un problème : ils luttent, manifestent, font grève, bloquent éventuellement le fonctionnement normal de l'économie, se frottent éventuellement aux CRS... Et rien ne change. Que faut-il de plus ? Ajouter des points d'exclamation aux cris ne suffira pas. Il faut donc chercher autre chose. Mais quoi ? François Hollande pour le PS et d'autres donnent rendez-vous aux prochaines élections. Or, comment s'empêcher de penser aux précédentes ; à toutes celles où la gauche a été majoritaire et où cela n'a pas davantage changé. Entendre le premier secrétaire national du Parti Communiste (PC) ou celui du Parti de gauche (PG) dire, durant le mouvement des retraites, « nous sommes derrière les syndicats » est désolant. Personne ne demande à la politique d'être *derrière* les syndicats, ni devant d'ailleurs, mais bien de

produire quelque chose de spécifique à la politique et d'irremplaçable qui fait défaut à la réussite des mouvements de lutte, si grands soient-ils. Que faut-il alors pour réussir à se faire entendre? Dans un article du *Monde*¹, on peut lire une étude sur l'engagement des jeunes de dix-neuf à vingt-neuf ans. Pour résumer, ils sont de plus en plus nombreux à souhaiter « changer radicalement toute l'organisation de la société par une action révolutionnaire ».

Les luttes tendent à être la réponse de plus en plus prompte à un problème social : les trains en retard et la grève des billets des voyageurs, les parents et enseignants dans les banlieues... Ces luttes, les expériences à caractère coopératif en matière de gestion d'entreprises, de logements, de pratiques culturelles, ont toutes un point commun : à travers l'extraordinaire diversité des situations et des objectifs fixés émerge la volonté de se doter des pouvoirs qui permettent de choisir sa vie, d'en maîtriser le cours pour autant que cela soit humainement possible. Sans que rien dans l'organisation de la société, ni le marché, ni l'État, vienne l'empêcher. Ce double refus des marchés et de l'État est un moteur pour l'imagination et le passage à l'acte. Leurs acteurs développent leur pensée au rythme de l'action. Il s'agit de liberté. Plus précisément, l'objectif est d'avoir du pouvoir sur son sort. D'une autre manière, en creux, l'indifférence de l'opinion – ou son scepticisme – devant le tapage qui avait pourtant mobilisé ministres et médias en faveur d'une campagne de vaccination contre le H1N1 en dit long quant à la distance prise avec l'influence des

1. *Le Monde*, 4 novembre 2010.

pouvoirs institutionnels. En même temps, ces pensées et ces actes sont ambivalents: ils portent les bases de constructions nouvelles mais n'impliquent pas l'entrée dans la vie politique, au sens habituel de ce mot.

D'où la possibilité de considérer que des attentes, aujourd'hui souvent diversifiées, permettent de rechercher les concepts émergents qui entrent en rupture avec la culture établie. Sans les parer de toutes les vertus, ni embellir leurs résultats ni encore les considérer comme identiques, les mouvements qui émergent de manière nouvelle sont ceux qui bousculent le cadre établi: c'est le cas de la multiplication récente des entreprises de type coopératif, des femmes, du mouvement altermondialiste, de celui des banlieues, des mouvements pour *l'égalité des droits*, autour de la place des migrants, de ceux encore modestes contre la publicité, pour une autre conception de l'information ou pour remettre à plat la nature de la consommation. Notons aussi la multiplicité des revues alternatives, le retour périodique à Marx, le rebond de l'idée communiste dans certains milieux intellectuels, illustré notamment par l'attrait des conférences d'Alain Badiou... et tant d'autres choses encore. C'est ici que devrait intervenir le politique: savoir discerner de tels signaux et le potentiel qu'ils portent. Potentiel seulement. Le risque le plus présent est que, au nom du réalisme, mouvement social et partis de gauche se situent dans l'espoir de pouvoir encore aménager le capitalisme. Les références du type « défense des acquis » ou « redistribution des richesses » sont souvent inspirées de l'époque où le capitalisme, accompagnant la croissance et mis en concurrence directe avec

certaines réalisations sociales du camp du « socialisme réel », concédait de réels acquis. Si certaines expériences de type coopératif portent l'espoir de pouvoir passer à travers les mailles si serrées des règles du capitalisme, la priorité à l'accumulation par la spéculation, la surexploitation et le pillage des ressources des États (lisez: des contribuables et usagers des services publics) rendent illusoire un tel espoir. Ce n'est pas par machiavélisme que François Mitterrand, la gauche plurielle, Romano Prodi en Italie ou Barack Obama ont tant déçu leurs électeurs. C'est pour s'être soumis à la définition que fait le capital du « possible ». On a vu en 2009 les gouvernants et les bien-pensants agir comme si sauver les banques c'était sauver le monde, nous renvoyant à ce qu'Anatole France dénonçait lors de la Première Guerre mondiale: « On croit mourir pour la patrie, et l'on meurt pour les industriels. »

Les vertus de l'échec

La culture managériale à la mode n'accepte que la réussite. Comme si les difficultés ne pouvaient pas faire partie de notre expérience. Dès lors, tout obstacle pousse au renoncement. Incontestablement, nous sommes quelques millions à avoir été d'une manière ou d'une autre déçus par le passé et, par là même, à avoir été décevants. Mais cela a-t-il été seulement du temps perdu? Depuis 1968, la question de la transformation de la société est posée. Mais, faute de renouvellement des outils conceptuels, le capitalisme a absorbé ces avancées. Il en reste qu'à chaque moment d'exaspération revient le souhait d'un

nouveau Mai 68. Le communisme a permis durant l'essentiel du XX^e siècle d'oser penser le monde différemment. Sans rien retirer des drames qu'il a provoqués, ni de la cécité dont les membres des partis communistes ont fait preuve (dont moi). C'est ce qui explique que sur la planète des millions d'hommes et de femmes se soient mis en mouvement, soit directement en son nom, soit tout simplement parce qu'oser était devenu possible. Tenir compte à la fois de l'échec cuisant et retentissant sur lequel il a fini par déboucher et de l'audace qu'il peut représenter conduit certains, dont je fais partie, à vouloir penser le communisme du XXI^e siècle.

Le parti pris de ce livre est que nous ne renoncions pas au futur au nom du rejet du messianisme et de la théologie qui ont trop longtemps animé les espérances d'un monde meilleur. Son optimisme tient dans la conviction que tout n'a pas été exploré et essayé. Le poids des idées-obstacles ne pèse pas seulement chez les autres et nul ne pouvant se réclamer d'une réussite durable, nul ne peut s'absoudre de l'effort à produire pour s'arracher à ce qui est pensé comme « allant de soi ». Il s'agit ici d'une tentative de redéfinition de ce qu'est ou devrait être la politique. Prenons le temps de l'exploration et faisons l'hypothèse que cela débouchera sur quelque chose. Si le passé n'a pas tenu ses promesses, il n'a peut-être pas été vain, ou plus exactement il nous appartient de faire qu'il n'ait pas été vain. Je ne peux m'empêcher de recourir à une réflexion, pourtant issue d'un autre temps, qui appelle à retourner une situation politique difficile en avantage.

À propos de la révolution de 1848 et de la vertu des échecs

« Ce qui succomba dans ces défaites, ce n'est pas la révolution. Ce sont les traditionnels accessoires prérévolutionnaires résultant des conditions sociales qui ne s'étaient pas encore exacerbées en conflit de classes-personnes, illusions, projet dont le parti révolutionnaire n'était pas libéré avant la révolution de Février, dont il ne pouvait être libéré par la victoire de février, mais seulement par une série de défaites [...]. Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le berceau des vivants. Et au moment précis où ils semblent occupés à se transformer eux-mêmes et à bouleverser la réalité, à créer l'absolument nouveau, c'est justement à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent anxieusement et appellent à leur rescousse les mânes des ancêtres, qu'ils leur empruntent noms, mots d'ordre, costumes, afin de jouer la nouvelle pièce historique sous cet antique et vénérable travestissement et avec ce langage d'emprunt [...] la révolution sociale [...] ne peut puiser sa poésie dans le temps passé, mais seulement dans l'avenir. Elle ne peut commencer avec elle-même avant de s'être dépouillée de toute superstition à l'égard du passé. »

Karl Marx dans *Les Luites de classes en France* Des enjeux à reformuler

La situation politique en forme de cul-de-sac que nous connaissons aujourd'hui ne nous laisse pas d'autre choix que d'oser remettre en cause les règles du jeu et d'explorer ce que l'on qualifie aujourd'hui d'impossible. Nous seriner que toute solution se trouve dans l'attente de la prochaine élection revient à nous enfermer dans le consensus : quand l'enjeu d'une élection met-il en cause les rapports d'exploitation et l'abus de pouvoir de l'État au regard de l'absence de pouvoir réel du peuple ? Toute promesse électorale qui oublie ces questions est vaine, d'avance réduite à l'impuissance. D'ailleurs, avec une certaine lucidité (ou du cynisme ?), au lendemain du mouvement pour la défense des retraites¹, la presse titrait sur le rejet par le PS de ce qu'il appelle le « gauchissement » de son programme. Ce caractère dépréciatif du mot « gauchissement » sied mal à un parti de gauche.

Tout le monde qualifie un peu trop rapidement le mouvement populaire de 2010 né de la mise en cause du droit à la retraite de « mouvement social ». Ce qui sous-entend qu'il ne serait pas politique. Le politique serait seulement l'affaire de ceux qui prétendent au pouvoir d'État ! Puis, un glissement sémantique s'opère : de social, le mouvement devient syndical, ce qui en réduit encore davantage la portée. Mais, lorsque des jeunes entrent dans la danse, ce n'est pas parce qu'ils anticipent avec quarante années

1. « Au lendemain » au sens strict du terme, dès les réunions du PS qui se sont tenues les 8, 9 et 10 novembre 2010, c'est-à-dire juste après la dernière journée nationale de manifestations.

d'avance ce qui va leur arriver, mais parce que tout le monde est confronté à une même question : le refus de voir son devenir propre lui échapper. Lorsque les actionnaires sont désignés comme des parasites, nuisibles à l'emploi, n'est-ce pas une redécouverte d'un antagonisme irréparable et de la lutte des classes ? Lorsque les acteurs de mouvements divers cherchent à converger en un mouvement commun à l'ensemble du monde du travail, lorsque les salariés du pétrole prennent conscience de leur rôle social indispensable en menaçant de bloquer le fonctionnement de la société – hormis les hôpitaux et les pompiers –, lorsque nombre de salariés tiennent à montrer leur force en se disant que la loi Sarkozy va passer mais qu'on verra ensuite ce qu'on verra... peut-on encore parler de mouvement « social » ou « syndical » alors que tout ce qui se met en jeu participe de la structure profonde de la société ? Ce glissement sémantique n'est pas secondaire, il entérine la dissociation du social et du politique, héritage du XIX^e siècle, moment où la bourgeoisie a concédé le droit d'association pour mieux refuser l'accès de tous à la politique. En rester là, ce serait laisser sortir la politique du réel et accepter d'être le pot de terre contre le pot de fer. Patronat et pouvoir passent alors en force.

Cette amputation de la dimension politique des mouvements a pour conséquence de réduire leur portée. Peut-on en rester à la « défense des acquis » comme si les enjeux d'aujourd'hui étaient identiques à ceux de 1945 ? Existe-t-il d'ailleurs un seul acquis qui ait été obtenu... en défendant les acquis ? En 1945, alors que la guerre avait provoqué tant de destructions, que tant d'hommes en âge de cotiser avaient été tués,

que les femmes étaient moins nombreuses au travail qu'aujourd'hui, la courbe démographique n'était certainement pas plus favorable! Cette courbe démographique n'a rien à y voir. La protection sociale est un choix de société. Elle avait été conçue comme levier de reconstruction. La manière dont le monde du travail se représente la retraite est aujourd'hui une des clés de l'affrontement: un coût malgré tout ou le bon fonctionnement d'une société? Aujourd'hui, doit-on n'être rémunéré que pour les heures passées en entreprise? Il s'agit de savoir si seules les activités qui se commercialisent doivent être rémunérées ou si nous avons une autre conception de la production de richesses.

N'avons-nous pas tendance à confondre « travail, production marchande, salariat qui en découle » avec « activité productrice de société »? Le travail ne produit pas seulement des objets et des services, il produit de l'usage et des rapports sociaux. Dès lors, il n'est pas le seul acte de développement des sociétés. Mis à part la guerre et la spéculation, il n'y a guère de pratiques sociales sans effets bénéfiques pour les sociétés. Les congés maternité ne sont pas rémunérés par un salaire; pas plus que les congés maladie ou les heures de délégations syndicales payées. Ce sont autant de reconnaissances de leur caractère indispensable à la vie de la société malgré leur caractère non marchand. Sans doute devrions-nous mieux mesurer la portée révolutionnaire de la brèche qu'ouvrent certains acquis sociaux dans le rapport salarial. Plutôt que de gloser sur « la fin du modèle social français », ne faut-il pas explorer de nouveaux rapports au travail et de nouvelles responsabilités de la société à l'égard de ses membres? Car s'il y a effectivement quelque

chose qui arrive à épuisement, c'est un mode de société fondé sur l'exploitation et les inégalités. Voici une définition du communisme que donne Marx dans *L'Idéologie allemande*: « Le communisme, écrit-il, c'est quand je pêche le matin, je chasse à midi, je peins l'après-midi et je fais de la critique le soir, sans jamais être ni pêcheur, ni chasseur, ni peintre ni critique. » Le travail cristallise toutes les pratiques sociales de la vie. Hier, cela pouvait passer pour une formidable anticipation ou une utopie. Aujourd'hui, même les entretiens d'embauche ou la politique managériale ont pour but de mobiliser toutes les facettes de l'individu (les employeurs parlent de compétences et d'« employabilité »). Reste à savoir si l'efficacité de cette appréhension de la personne passe par davantage de servitude et une restriction des dépenses sociales ou, au contraire, par une unité nouvelle de l'activité humaine. Unité rendue possible par sa libération de toute servitude et de tout esprit comptable. Cette question n'est-elle pas davantage d'actualité que l'on pourrait le penser? En 2004, le rapport dit « Camdessus » préconisait du point de vue du patronat le dépassement du rapport salarial; Jacques Chirac s'est mis à parler de « sécu-flexibilité ». Dommage qu'après Marx il n'y ait quasiment que les forces réactionnaires pour poser le problème du dépassement du rapport salarial. La CGT a bien évoqué la prise en compte des années d'études supérieures pour le calcul des annuités de retraite et le PC un système de « sécurité-emploi-formation », mais sans leur donner la portée du dépassement du rapport salarial. C'est peut-être d'ailleurs pour cela que ces propositions demeurent si confidentielles. La

question est de choisir qui doit en faire les frais : les travailleurs sous forme de précarité ? Ou bien l'utilisation de l'argent issu de l'activité humaine doit-elle être réservée à contribuer à tous les moments de la vie ? Dès lors, ce n'est plus du capitalisme. Tout est dans cette alternative.

Que faut-il remettre en cause ?

Toute l'expérience montre à quel point la question qui est devant nous est la maîtrise des flux financiers et des décisions des entreprises : délocalisations dues à la voracité des actionnaires, des pressions managériales qui conduisent à tant de suicides ; bulle financière que l'on doit payer avec la perte d'emplois, avec nos salaires ; perte de service public et remise en cause des retraites ; réchauffement de la planète ; médicaments nocifs et pourtant remboursés par la Sécu ; œufs à la dioxine allemands ou jouets d'enfants cancérigènes, etc. Se pose donc avec acuité et urgence la question de savoir qui détient le pouvoir sur ces décisions pour que nous soyons libres de nos choix.

La course effrénée au profit financier est devenue la règle primordiale et intangible. Même les Chinois et les Vietnamiens n'y échappent pas. Ainsi, c'est au détriment de la vie que se font les économies et nous ne sommes pas loin de nous entendre dire qu'il y aurait des maladies « rentables » et des maladies « non rentables ». L'efficacité n'est plus ce qui sert l'ensemble du corps social ou la nature, c'est ce qui permet l'ascension sociale et surtout rapporte du chiffre d'affaires. Même la rubrique cinéma des journaux télévisés est contaminée, on y parle autant

de chiffres que d'art. L'insertion sociale ne vient plus d'une projection collective à laquelle il est possible de se référer. Le mythe de celui qui réussit fait de Rastignac un héros des temps modernes... avant sa chute. Le trader fou Jérôme Kerviel et la Société générale en sont un symbole... ou un symptôme. Seulement, à ce jeu, l'expérience montre qu'il y a davantage de perdants que de gagnants: un problème pour qui se réclame d'une démocratie.

Mais si la domination des puissances d'argent dure malgré toutes les colères, c'est qu'elle maintient une apparence de légitimité. Il n'y a pas de domination sans un minimum de justification. Empêcher cette justification devient un élément clé de la situation.

Un système qui ne cesse de construire sa cohérence

Le capitalisme ne se réduit pas à un système économique, il est une manière d'exister. Nous en faisons partie. Il ne s'agit pas ici de s'autoflageller. L'aliénation est un écart de soi à soi. Elle n'est pas forcément souffrance puisqu'elle est inconsciente (bien que l'on puisse être souffrant sans savoir pourquoi). On tente de combler cet écart avec ce qui est de l'ordre de l'artifice. Même s'il n'y a pas de rapports mécaniques, toute la pensée est empreinte des modes de représentation du moment historique que l'on vit. Aujourd'hui, ces modes sont ceux du capitalisme. Les savoirs et les pratiques dominants en disent long sur le fonctionnement d'une société et la finalité qu'elle s'assigne. La rationalité des Lumières est récupérée par le capitalisme afin de nourrir un nouveau culte: celui du marché. « Vérités » mathé-

matiques, statistiques, assimilation de l'économie aux lois de la nature revendiquant leur caractère indiscutable¹ et naturalisation du vocabulaire (la crue ou la décrue du chômage)... Au nom du matérialisme, on s'attaque systématiquement à tout ce qui est humain, socialisant et ainsi à tout ce qui peut prétendre infléchir sur le cours des choses.

Il découle de cette matrice une rationalité qui doit être spontanément admise. Elle exclut toute complexité et tout doit se présenter sous forme d'évidence. La manière dominante de penser les relations de cause à effet sont du type: « J'ai soif donc je bois. » La culture du spot publicitaire s'est étendue à la vie politique. La politique a été ramenée soit à de la communication, soit à de « l'offre ». Elle est alors assimilée à un produit mis sur le marché. Ce contexte avait conduit le publicitaire Jacques Séguéla à revendiquer très sérieusement: « À travers la publicité, je crée une plus-value culturelle². » Cette logique permet de tenter de rendre incongrue toute autre forme de pensée, surtout si elle est un peu complexe, et d'exiger la mise en conformité.

Force est donc de reconnaître au capitalisme la capacité de « faire système », c'est-à-dire de fonctionner de manière à assurer une promesse d'avenir minimale sans laquelle aucune cohésion sociale ne peut exister. On ne saurait donc dissocier l'économique, le social, l'idéologique et le culturel comme s'il s'agis-

1. Le baron Ernest-Antoine Seillière, alors à la tête du patronat: « Les lois de l'économie ne se discutent pas plus que celles de la nature », dans un article ayant pour titre « Pour un nouveau positivisme » dans *Le Monde* daté du 26 septembre 2003.

2. *Le Monde*, octobre 2002.

sait simplement de retrouver ici la segmentation du savoir tel qu'il est dispensé à l'université. Pour que le capitalisme fasse système, encore faut-il qu'il englobe toutes les facettes des processus d'individuation et de socialisation. Le social, le culturel, l'économique ne font qu'un ensemble et interagissent les uns sur les autres même si l'impact de chacun d'entre eux est inégal. Toute réalité est en même temps une représentation subjective, voire fantasmagorique, de cette réalité. Invoquer la lutte des classes sans inclure toutes les formes de domination et de ségrégation est une vision incomplète, amputée. Une telle amputation ne peut que conduire à des déboires; l'URSS n'y a pas survécu. De manière symétrique, toute dénonciation des rapports sociaux de domination qui ne s'inscrit pas dans les rapports de classes et d'exploitation met cette dénonciation en état d'apesanteur et la prive de sa place fondamentale. L'histoire des mouvements démocratiques est ainsi souvent faite de deux moitiés qui ne sont que rarement parvenues à se joindre.

Le processus d'appropriation du capital est donc un processus totalisant. Il couvre la force de travail, la consommation, la culture, mais aussi l'espace urbain ou plus largement le monde, le temps – on l'a vu avec l'acharnement de la droite contre la réduction du temps de travail. L'individu est ainsi dépossédé des moyens essentiels de se diriger dans la vie et dans ses rapports avec les autres. Il est enserré dans une socialisation qui le conduit à abdiquer ses prérogatives pour tisser toutes sortes de liens fondés sur une dépendance non dite, ouvrant la voie à des représentations qui incluent comme allant de soi l'impuissance devant de multiples phénomènes de la vie. Une nouvelle version

de la fatalité s'instaure. Mais cela se fait sans brutalité. Il est même nécessaire que les individus y trouvent partiellement leur compte ou qu'ils aient le sentiment que tout vient d'eux-mêmes. La quête de sécurité dans un monde qui paraît d'autant plus instable et incertain, voire dangereux, qu'il semble humainement immaîtrisable, est à la source de multiples attentes. Ainsi, nous assistons à une moralisation de la vie sociale : les interdits se multiplient, ainsi que les tentatives de culpabilisation et d'infantilisation : les parents sont punis si leurs enfants sèchent les cours, ce sont naturellement des parents défailants. Il s'agit d'une idéologie aux antipodes de l'immobilisme. Il n'y a pas de doctrine imposée mais un faisceau de tendances à l'intérieur desquelles on retrouve des traits communs redondants. Cela permet d'y inclure la multiplicité des expériences et de faire en sorte qu'elles dessinent un modèle cohérent indiscuté. Le recours au pragmatisme comme mode de pensée est un piège : il ne permet pas de prendre conscience de cette cohérence. Afin de souligner combien la somme des éléments ne permet pas de comprendre le tout. J'emprunte à un des fondateurs de la psychologie russe cette énigme : « Comment comprendre que l'eau éteigne le feu, alors que l'un de ses composants (l'oxygène) favorise la combustion et que l'autre (l'hydrogène) est lui-même un combustible¹ ? » La quête de la mise en cohérence des pratiques et expériences sociales est indispensable. Les représentations ne peuvent être décomposées par items comme si elles étaient un simple reflet mécanique des structures sociales. Elles

1. Lev Vygotski, *Pensée et Langage*, La Dispute, 1997.

incluent aussi l'expression d'un désir, phénomène qui a sa cohérence propre et ne se plie pas à tout. Il y a même une part d'utopie, y compris quand celle-ci se dissout dans la « culture d'entreprise », voire porte des valeurs aussi détestables que la pureté de la race et la xénophobie. Cet enserrement de l'individu pris dans la totalité de son être n'est pas l'appoint de l'exploitation de l'homme par l'homme ou même simplement son cadre idéologique, il en est constitutif. Mais, pour autant, le capitalisme ne néglige pas le besoin de récit. Il l'investit. C'est le cas avec ce que le patronat appelle « la culture d'entreprise ». C'est aussi le sens profond de l'avatar du virus H1N1 ou de ce besoin de doter l'opinion d'un ennemi contre lequel il est nécessaire de se mobiliser : tantôt les Arabes de l'extérieur, tantôt les jeunes de banlieue (donc les Arabes de l'intérieur). C'est enfin le sens idéologique du détournement des préoccupations écologiques : le capitalisme vert n'a pas seulement une fonction économique, mais fait fonction de grande cause rassembleuse.

Si le capitalisme fait système, il est urgent de situer tous nos combats dans sa remise en cause. D'ailleurs, n'est-ce pas le moyen d'unifier toutes les luttes en une force politique ?